



Rives méditerranéennes

16 | 2003

Patrimoine et politiques urbaines en Méditerranée

Casablanca : la réconciliation patrimoniale comme enjeu de l'identité urbaine

Raffaele Cattedra



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/436>

DOI : 10.4000/rives.436

ISBN : 978-2-8218-0030-4

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2003

Pagination : 61-77

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Raffaele Cattedra, « Casablanca : la réconciliation patrimoniale comme enjeu de l'identité urbaine », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 16 | 2003, mis en ligne le 25 novembre 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/436> ; DOI : 10.4000/rives.436

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Casablanca : la réconciliation patrimoniale comme enjeu de l'identité urbaine

Raffaele Cattedra

- 1 COMMENT une métropole contemporaine telle que Casablanca acquiert-elle une dimension patrimoniale, alors que les traces du passé ne s'inscrivent apparemment pas dans une histoire ancienne, et que son essence et son identité se sont construites sur ce qu'on nomme couramment la *modernité* ?
- 2 Au-delà des aspects strictement juridiques et techniques qui constituent la toile de fond de la légitimation patrimoniale, nous essayerons de saisir comment certains « objets » (monuments, quartiers) assument une valeur patrimoniale. Il s'agit d'appréhender les modalités par lesquelles ces objets sont investis et acquièrent – dans un moment et un contexte donnés – une plus-value par rapport à d'autres lieux urbains, d'évaluer la manière par laquelle s'opère et se construit leur sélection, s'interroger, au fond, sur la manière dont « est socialement produit le patrimoine »¹.
- 3 Nous développerons ce propos autour de quatre « ensembles urbains » casablancais, qui malgré leur diversité historique, représentent des lieux privilégiés d'évocation ou d'intervention patrimoniale, qu'elle soit de nature historique, architecturale, idéologique (Fig. 1). Il s'agit de l'*ancienne médina*, noyau historique de la ville ; du centre-ville d'héritage colonial (avec son bâti art déco, néo-mauresque et moderniste) ; du quartier néo-traditionnel dit des *Habous* (également d'origine coloniale, appelé couramment « *Nouvelle médina* ») ; de la Grande Mosquée Hassan II, monument intentionnel contemporain bâti sur la mer au début des années 1990.

De l'absence à l'émergence d'objets patrimoniaux

- 4 Dans les villes contemporaines, à savoir celles qui ont connu dans leur parcours une rupture ou une sorte de « refondation » d'origine coloniale – comme c'est le cas de

Casablanca –, touchées par l'urbanisation galopante, et devenues métropoles, la confrontation entre l'histoire et la *patrimonialité identitaire* des valeurs, d'un côté, et les aspirations *universalistes à la modernité*, de l'autre, semblent constituer un enjeu capital. Néanmoins, dans les contextes de culture arabe et musulmane, les héritages de l'histoire et de la « tradition » (le *turâth*) se manifestent avec récurrence et se positionnent dans un champ d'enjeux identitaires. Deux dynamiques convergentes balisent le terrain de ces références patrimoniales.

- 5 D'une part il faut considérer leur affirmation par rapport à un héritage du passé réputé « originel », un passé latent qui peut s'exprimer facilement par des contours nostalgiques, voire mythologiques. Axé sur une représentation de ville ancienne, ce passé se « mémorialise »² à travers une référence méta-historique configurée par le primat d'un modèle communautaire dit « musulman », et transposé lui-même dans les traces de formes architecturales du passé qui subsisteraient au présent (*i.e.* : la « ville islamique »)³.
- 6 De l'autre, il est utile d'inscrire ces références dans ce qui a été considéré, au Maghreb, comme le processus « paradoxal » de la « construction du fait patrimonial » dans le cadre du système colonial. Par l'hégémonie culturelle de l'Occident on a assisté à un fait contradictoire : « la prise en charge de la mémoire de l'autre »⁴. Le rôle de la France au Maroc est exemplaire, par la transposition de savoirs et par l'expérimentation de dispositifs juridiques et techniques, dans la préservation et la mise en valeur d'un héritage et d'une mémoire locale, appartenant à un territoire autre. « Avec le souci de laisser intactes les traditions antiques et séculaires, en considérant comme intangibles tous les legs du passé »⁵, ces territoires devenaient « les merveilles de l'autre France »⁶ !
- 7 Ces dynamiques s'articulent pourtant avec d'autres facteurs intervenant dans la *mise en représentation* de la ville et dans l'action urbanistique, tandis que le « paradoxe » ci-dessus se cristallise de nos jours dans l'opération complexe de l'intégration du dit « patrimoine colonial » au sein du « patrimoine national ».
- 8 Néanmoins, la confrontation de Casablanca avec la dimension patrimoniale détenue par les cités impériales du Maroc – Fès, Marrakech, Meknès, ou encore Tétouan, Rabat et Salé, Essaouira...– est difficile à soutenir, car là, la présence de médinas et monuments historiques se laisse aisément saisir sur le mode d'une *évidence* patrimoniale. D'autant plus que plusieurs d'entre elles peuvent se parer du label de l'Unesco, par leur inscription aux « Villes, Patrimoine de l'Humanité ». Cet héritage architectural et urbanistique qui prend les formes du patrimoine, se confond avec une tradition qui les reconnaît soit comme cités *hadariyya* (pour avoir exprimé une culture urbaine et un *modèle* d'urbanité⁷), soit comme cités du pouvoir, pour avoir abrité les sièges du pouvoir des siècles durant.
- 9 Par contre, Casablanca, qui est passée dans le courant de ce siècle de 25 000 à environ 4 millions d'habitants, a été décrite comme une ville sans culture et « sans citadins »⁸, ville sans âme, ville d'émeutes à l'occasion, qui s'est faite par l'argent et les métiers de l'industrie, sans toutefois oublier les nouvelles pauvretés urbaines qu'elle a accueillies. C'est la capitale économique, où tout passe vite et laisse peu de traces. Témoin d'un présent rude et instable, la cité, après avoir constitué sous le nom d'Anfa la capitale du royaume hérétique des berbères Berghwata au Moyen-Âge⁹, a été détruite maintes fois et reconstruite par le sultan Mohammed Ben Abdallah vers 1780. Elle renaît « pour la troisième fois »¹⁰ au début du *xxe* siècle, ouvrant les portes du Maroc à l'emprise coloniale.

- 10 La cidadinité casablancaise ne puiserait donc pas son modèle, s'il existe, dans une sédimentation de culture urbaine révélée par l'*authenticité* d'une architecture qui matérialise la « cité musulmane » ; elle n'aurait pas de cidadinité. Étonnante contradiction, étant donné que la nouvelle métropole représente aujourd'hui l'essence urbaine du Maroc. Tandis que dans ses périphéries apparaissent les premiers « bidonvilles » (ce mot est né à Casablanca), les architectures deviennent de plus en plus vertigineuses, « à l'américaine ». Ce qui instaure une *tradition de modernité* caractéristique de Casablanca. Souffrant d'un manque de racines et de légitimation historique, cette ville qui se lit dans les potentialités du futur aurait dès lors besoin de se refabriquer un profil au passé.
- 11 Or, dès la fin des années 1970, se manifeste un intérêt pour des ensembles ou des éléments urbains ; renforcé au cours de la décennie suivante, dans une phase de reprise en main de la ville sur les plans sécuritaire, urbanistique et gestionnaire, suite aux émeutes urbaines de 1981. Ce processus a progressivement pris un caractère plus patrimonial, à travers la convergence de diverses dynamiques sociales et politiques. D'abord, il faut considérer le rôle joué, comme ailleurs, par des pratiques liées au commerce, aux loisirs ou au tourisme. Mais les volontés de valorisation patrimoniale sont vraisemblablement liées aux valeurs affectives et historiques émanant de « lieux de mémoire » et trouvent des vecteurs privilégiés de communication publique au sein de mouvances associatives, d'actions et supports de médiatisation (presse, expositions, ouvrages).
- 12 A l'origine de ces dynamiques entraînant à l'occasion une véritable *effervescence* patrimoniale il convient de signaler :
- 13 – la condition assez manifeste de dégradation du bâti de l'ensemble du centre-ville, ancienne médina comprise, et notamment les immeubles de valeur, symboles de la ville (par exemple : l'ancien Hôtel Lincoln, situé sur le boulevard Mohammed V, ou l'ex Cathédrale près du Parc de la Ligue Arabe) ;
- 14 – des actions publiques, soit sous la forme de ré-aménagement urbanistique ou de requalification architecturale, surtout privées, soit de véritable rénovation urbaine comportant, de fait, la démolition de plusieurs bâtiments ou de parties du tissu urbain : ainsi la démolition de l'Hôtel d'Anfa, qui a accueilli la Conférence de Casablanca de 1942, du théâtre Mohammed V, de cinémas, cafés, stations de services... ; la destruction plus récente de la Villa Mokri à Anfa, jusqu'à la disparition d'îlots entiers d'immeubles de rapport ou de villas d'époque coloniale, remplacés par des résidences haut standing¹¹ ;
- 15 – enfin, des opérations municipales, émanant à l'occasion de la volonté royale, visant la reconstruction en l'état mais aussi la fabrication *ex nihilo* d'éléments ou de véritables monuments à vocation patrimoniale telles la reconstruction de la Tour de l'Horloge et d'un pan de remparts de l'Ancienne Médina au début des années 1990, et surtout l'édification de la Mosquée Hassan II.
- 16 Par ailleurs, des facteurs externes ont eu un impact local important. On rappellera l'affirmation déjà évoquée de l'Unesco au Maroc : c'est dans ce contexte que naît en 1995 l'association *CasaMémoire*, vouée à la « sauvegarde du patrimoine architectural de Casablanca », allant jusqu'à proposer l'inscription de la ville (ou de son centre) dans la liste du patrimoine mondial, sur la base de la valeur exceptionnelle de son héritage bâti, « exemple unique de l'architecture du xxe siècle ». Il faut également citer la promulgation d'une loi récente sur « la conservation des monuments historiques et des sites », et

surtout les discours tenus par l'ancien souverain Hassan II sur le thème de la ville et de l'architecture¹².

- 17 Dans ce processus de mise en perspective de l'héritage urbain ré-émerge également une dimension patrimoniale propre au champ urbanistique, initialement sur le mode de modestes incursions sur les terrains projectuels ou opérationnels. Sous-jacent aux logiques de l'aménagement de la ville contemporaine, dans la contrainte du rapport avec le bâti préexistant, le discours patrimonial arrive à émerger en surface, mais trop souvent il reste emprisonné dans un exercice de style célébrant, dans les documents d'urbanisme, les vertus de ce qu'on pourrait nommer *l'aménagement du patrimoine*.
- 18 Le recours à des exemples pourra expliciter cette relativisation de la charge idéologique d'objets urbains susceptibles de *devenir patrimoine*. On considérera quelques textes extraits de deux corpus parallèles concernant des guides de voyage et des documents d'urbanisme, par lesquels se manifeste l'apparition, la disparition (réelle ou virtuelle), voire la *résurrection* de lieux urbains. Sur le mode de parcours suggérés, de lieux à visiter, de recommandations et directives destinées à aménager des quartiers, ou d'épures de la ville « en projet », ces discours condensent le sort de parties entières de la ville. Ils permettent ainsi d'apprécier les procédés ambigus de leur valorisation, abandon ou fabrication, et de les mettre en rapport avec les figures génératrices de l'identité urbaine.

« L'instabilité des objets »¹³ dans les itinéraires de la ville

- 19 Analysons un corpus constitué par les éditions du « Guide Bleu » du Maroc de 1921 à 1996, exercice qui permet de suivre de manière synoptique la relative instabilité de quelques objets sur près d'un siècle.
- 20 Dans l'édition de 1921 le Guide, présenté par une note autographe de Lyautey, propose en quelques rubriques la visite de Casablanca. Parmi ces descriptions – *Place de France* ou *Place de l'Horloge* ; *La ville indigène* ; *Le tour des remparts et du port* – figurent deux passages instructifs. A défaut de repères historiques, la première débute en exaltant les vertus du climat atlantique. La deuxième s'attache plus particulièrement au statut assez peu esthétique de la « ville indigène » : « *Les constructions de l'ancienne Casablanca ont peu de caractère. Quelques vieilles portes de maisons d'habitations, en pierre de taille et sculptée, ont cependant quelque attrait* »¹⁴.
- 21 Amputée emblématiquement de la précédente désignation de « *Ville indigène* », l'édition de 1930 la nomme « *Ancienne médina* », tandis qu'une autre rubrique présente *la ville moderne*. Or remarquera que cette dernière s'oppose sur un registre temporel à la spatialité différente de l'*Ancienne médina* (moderne vs ancien), alors que la ville « moderne » aurait, dans cette vision, enfanté – à l'extérieur de son espace d'ailleurs – une « *Nouvelle ville indigène* ». Localisée à quelques kilomètres du centre, à proximité du Palais du Sultan sur des terrains *Habous* (biens de mainmorte), cette autre ville en gestation, « indigène » quant à son contenu social, est idéologiquement dénommée *nouvelle* et non *moderne* comme la première : la modernité n'appartenant à l'époque, dans la posture idéologique du protectorat français, qu'aux paradigmes de l'Occident.
- 22 Dans l'édition de 1954, publiée en plein ferment nationaliste à la veille de l'Indépendance, la dénomination de la première rubrique n'est plus que « *place de France* », qui a entre temps perdu sa dénomination de « *Place de l'Horloge* », car la Tour dont elle prenait le

nom, bâtie en 1910 sur les remparts de la Médina, a été démolie. Quant à l'Ancienne Médina, le guide continue de proposer les mêmes arguments : « *Les constructions [...] ont peu de caractère, mais le fourmillement de la population très mêlée est à certains heures du plus haut pittoresque* »¹⁵. C'est finalement l'originalité du peuplement local qui a pris le pas sur les portes sculptées constituant le seul intérêt esthétique de cet espace dans les précédentes descriptions. Par contre, le caractère *indigène* du quartier des Habous est affublé d'une autre désignation qui s'affirmera par la suite avec un remarquable succès : celle de « Nouvelle Médina ».

- 23 Dans la vision du Guide de 1966, comme si son essor s'était estompé juste après l'Indépendance, Casablanca n'est présentée qu'en quelques pages, les éditeurs ayant adopté un choix idéologique de réduction du sujet. Il ne reste qu'un passage introductif qui annonce, sans autre précision, l'*altération* de quelques quartiers, du fait de l'appropriation du centre-ville par la population marocaine, après le départ des étrangers¹⁶. Entre-temps la « Place de France » a été rebaptisée du nom du Roi Mohammed V, le père de la Patrie indépendante. Si l'ancien noyau de l'agglomération se réduit à un succinct descriptif, cette édition décrète symboliquement la *disparition* du quartier des Habous. Celui-ci ne réapparaîtra, sous le nom de « Nouvelle médina », que vingt ans après, par quelques éphémères citations dans l'édition de 1987 : il semblerait que dans ce délai le « quartier musulman aux ruelles étroites (...) a pris (...) le visage d'une médina traditionnelle »¹⁷.
- 24 Une toute autre démarche caractérise l'édition de 1996. La ville est devenue « *remarquable pour son architecture coloniale* »¹⁸. Casablanca est décrite à travers le *centre-ville*, la *corniche* et le *quartier des Habous*, et, finalement, la Grande Mosquée a droit à une entrée triomphale dans le Guide, en tant que « *chef-d'oeuvre de l'art musulman* ».
- 25 La Mosquée, « *la plus imposante du monde arabe, après celle de La Mecque* », avec son minaret qui dépasse les 200 mètres, constitue une visite « *à ne pas manquer* »¹⁹ (elle est d'ailleurs la seule au Maroc ouverte aux non-musulmans). Avec elle, l'élément d'intérêt majeur est devenu le centre-ville. Il surprend par sa « *remarquable unité architecturale (...), une succession de bâtisses qui font de Casablanca l'un des ensembles Art déco les mieux conservés au Monde* ». Pour ce qui est de l'ancienne médina, les voyageurs ne sont pas invités à une visite approfondie, car « *pour qui a déjà vu d'autres médinas, celle-ci n'est pas la plus intéressante (...)* »²⁰. Depuis 1996, donc, le dépaysement casablançais est offert par le « quartier des Habous ». Porté disparu depuis les années 1960, il ressurgit à présent en grande pompe, ayant – semble-t-il – acquis en définitive le statut d'une véritable *médina*, qui « *passionnera les férus d'urbanisme* » car « *elle est beaucoup plus charmante que l'ancienne médina* »²¹.
- 26 Cette édition réunit finalement les quatre espaces de l'évidence patrimoniale d'aujourd'hui, hiérarchisés de la manière suivante par les critères d'intérêt de ses fameuses étoiles : Mosquée Hassan II***, Centre-ville**, « Casablanca Art déco »**, quartier des Habous* et Ancienne Médina (sans étoile). A défaut d'histoire et en vertu des critères esthético-touristiques exaltant les valeurs architecturales, une seule étoile est attribuée à Casablanca au lieu de trois pour des villes historiques comme Marrakech, Fès ou Rabat. Toutefois, dans l'économie de ces textes, il nous faut remarquer l'absence éloquente d'un mot, et pas n'importe lequel : le mot Patrimoine...

Les mots de l'aménagement patrimonial

- 27 Le mot *Patrimoine* apparaîtra dans un autre contexte de fabrication de l'image de la ville : celui des documents d'urbanisme, qui mettent en jeu une confrontation entre la ville du futur (à fabriquer) et la ville du passé. Or, ce que l'on essaye d'explorer ici c'est la (dé)construction d'un processus de patrimonialisation, où l'apparente évidence d'une légitimité patrimoniale des lieux passe d'une part par son traitement au sein du projet et de la politique urbaine, et se fabrique d'autre part dans les discontinuités de l'identité urbaine, elle-même nourrie par l'utopie dont le projet urbanistique est porteur²².
- 28 L'analyse du vocabulaire adopté dans l'articulation entre le projet urbain et le patrimoine – à lire dans ses nombreuses acceptions : aménagement urbain et sauvegarde / valorisation / restauration / rénovation... – devient ainsi un outil efficace pour saisir l'évolution des politiques. A la différence de la description *des parcours de la ville* contenus dans les guides de voyage, il s'agit, dans le cas des documents d'urbanisme, de saisir la description *de l'action à mener sur la ville*. C'est la spatialité des objets urbains qui est au cœur de l'aménagement, par le sens de patrimonialité qui leur est attribué au travers de catégories proprement spatiales (localisation, formes, volumes). Cependant là aussi, les objets urbains peuvent *apparaître* et *disparaître*, bien au-delà de leur présence matérielle sur la scène urbaine. C'est encore la manière de les identifier qui en assure l'existence.
- 29 Les urbanistes qui, à deux époques différentes, ont joué un rôle remarquable au Maroc, Henri Prost et Michel Ecochard, chacun avec son approche, avaient retenu *l'Ancienne médina*, comme un espèce d'obstacle à l'expansion de la ville moderne. Prost, dès 1912, à contre-courant par rapport au traitement destiné aux médinas historiques mis en œuvre par les politiques culturalistes, conservatrices et *séparatrices* de Lyautey²³, la condamnait à la disparition et justifiait son propos par la logique de « *l'extension* » de la « *ville nouvelle* »²⁴.
- 30 Ecochard, quant à lui, dans sa visée issue directement des principes de la Charte d'Athènes, ne fait que constater les démolitions successives des remparts de cette « *petite agglomération sans caractère particulier, sans histoire, donc sans monuments* », auxquelles s'ajoutera, comme il l'imagine, la disparition du *mellah* (quartier juif) « *sans qu'on puisse le regretter* »²⁵. Il ne ménage pas son opinion critique sur la Place administrative (actuel centre-ville), créée par les architectes ayant travaillé avec Lyautey et Prost, où sont encore localisés les grands bâtiments publics (la poste, le tribunal, la Banque du Maroc, l'Hôtel de ville, la Préfecture...). Sa vision de l'urbanisme, qui souscrit à un aménagement rationnel et fonctionnel de la ville et qui se doit de lutter ici contre la spéculation et le fléau des bidonvilles, le porte à prononcer également un jugement négatif sur l'expérience des Habous. En un mot, face à la vision d'« *une ville champignon sans urbanisme* »²⁶, le patrimoine est bien loin des préoccupations modernistes d'un Ecochard.
- 31 Seulement quelques années auparavant, l'urbaniste M. Courtois avait été d'un tout autre avis. Dans son « *Nouveau plan d'aménagement et extension de Casablanca* », qui ne restera qu'à l'état d'étude, il proposait en 1944 un « *aménagement* » de l'Ancienne médina afin de « *conserver dans des promenades ou des ensembles architecturaux [...ses] quelques rares vestiges* », qu'« *il serait donc dommage de voir disparaître* ». Très actuelle, sa démarche suggérait une « *médina rénovée* », « *transformée, curatée* », avec de grands souks, des musées, des écoles artisanales et « *des habitations de notables* »²⁷ : une véritable gentrification *ante-litteram* !

- 32 Le mot patrimoine, finalement, apparaîtra dans le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU) du Grand Casablanca, élaboré par l'équipe de Michel Pinseau (1984). Ici la dimension patrimoniale émerge par les attentions portées à l'*Ancienne médina* et au centre-ville. Si la Grande Mosquée n'existe pas encore, même pas au niveau de projet, la *Nouvelle médina*, quant à elle, est mentionnée seulement pour sa « *vocation commerciale* » et pour son rôle fonctionnel de « *centre secondaire* »²⁸. Sur les 12 actions à entreprendre, la deuxième postule comme impérative la « *conservation* » de l'Ancienne Médina « *témoin de l'architecture traditionnelle marocaine à Casablanca* », et en recommande une « *réhabilitation progressive* »²⁹. Mais dans ce contexte façonné par un *urbanisme guérisseur*³⁰ qui s'attache à reconnaître les symptômes d'une agglomération malade, et à lui imposer drastiquement des remèdes, ce n'est que le secteur central qui a droit à l'étiquette de patrimoine. Celui-ci est retenu pour « *son architecture (...) d'une qualité et d'une homogénéité exceptionnelle. [...] un des meilleurs exemples d'[une] architecture (...) alliant ce qu'avait de plus vivant le mouvement moderne à une vision spécifiquement marocaine des formes, des matériaux, de la lumière...* ». Ce sont ces qualités qui légitiment le fait que : « *ce patrimoine, comme son histoire, appartient au Maroc, et il se doit d'en conserver l'intégrité* »³¹. C'est donc l'ordre de l'esthétique qui neutralise la charge idéologique de l'histoire et qui permettrait de faire le deuil du qualificatif « colonial », sous-jacent à la connotation stigmatisée de cet héritage bâti produit sous le protectorat.
- 33 Quelques années après, oubliant presque les immeubles art déco marqués du sceau de « *ce patrimoine... qui appartient au Maroc* », d'autres discours d'urbanisme vont s'attacher à décrire les directives d'aménagement pour d'autres parties de la ville. Concernant par exemple la « *Réhabilitation de l'Ancienne Médina* » annoncée en 1989 comme une opération d'envergure, d'une part, il est affirmé qu'elle « *fera l'objet d'une vaste intervention de restauration visant à améliorer la qualité des constructions, à sauvegarder les bâtiments et les éléments d'architecture du Patrimoine National...* »³², de l'autre, il apparaît que ce sont bien les éléments particuliers, décomposés et isolés, qui constituent les véritables objets de la « *sauvegarde* ». En effet la priorité est à « *la sauvegarde des monuments historiques et des bâtiments ayant une valeur esthétique affirmée. Aussi 90 bâtiments de bonne qualité architecturale, 151 portails et 7 porches du patrimoine national à sauvegarder, ont-ils été répertoriés et inscrits au plan réglementaire.* »³³ D'ailleurs, le document annonce que « *la muraille de l'ancienne Médina sera restaurée avec une légère modification du tracé...* », prévoyant de la sorte « *l'aménagement* » de la Grande porte et d'une tour d'angle, pour laquelle « *il est suggéré... que l'architecture de cette tour soit conçue dans l'objectif de restituer l'ancienne horloge* »³⁴.
- 34 Ces textes permettent d'apprécier, face à un héritage ancien, les déclinaisons du vocabulaire de l'aménagement patrimonial. Ainsi, ces marqueurs patrimoniaux permettent de repérer une évolution en trois phases :
- 35 – on passe d'une prétendue *conservation* et *réhabilitation progressive* de l'ensemble, établies par le texte qui fait référence (le SDAU de 1985),
- 36 à une première filiation patrimoniale sous forme de *restauration* et de *sauvegarde* concernant des éléments identifiés par leur valeur esthétique,
- 37 pour terminer, enfin, avec une *restauration* des remparts (les limites de la ville ancienne) et la *restitution* d'un élément symbolique qui avait disparu (la Tour de l'Horloge). Le passage d'une disposition visant l'ensemble de la Médina à un traitement de ses éléments symboliques en rapport avec la spatialité du tissu externe est très explicite dans

l'évolution de la dénomination des interventions publiques. De la « *Réhabilitation de l'Ancienne Médina* » (Casa 2000, op. cit.) on passe en effet à l'« *Aménagement de la Place des Nations Unies et de ses abords* » ou à la « *Restauration de la muraille* ». ³⁵.

- 38 Parmi les actions énoncées, certaines seront mises en œuvre ; alors que la sauvegarde restera à l'état d'inventaire, seront réalisées des interventions à efficacité symbolique. Une partie des remparts sera effectivement démolie et reconstruite (ce qui sera appelée *restauration* !) ; et on assistera à la refabrication *ex-nihilo* de la Tour de l'Horloge (dont il était prévu une *restitution*).
- 39 Mais l'opération-clé de l'aménagement patrimonial s'inscrit dans un environnement d'exaltation projectuelle, et sa dimension démiurgique permet de saisir la tension qui s'instaure entre l'aménagement et le patrimoine. Il s'agit de la fabrication d'un élément architectural connoté par des qualités monumentales (esthétiques, symboliques et fonctionnelles), à partir duquel se développent des projets volontaristes de rénovation du tissu urbain. Et dans une dynamique de reconfiguration de l'identité urbaine, c'est la jonction – ou mieux le décalage – entre les dimensions architecturale et urbanistique qui en constitue un enjeu majeur.
- 40 Définie en tant que « *monument unique dans son genre* »³⁶, la Grande Mosquée Hassan II se présente à la fois comme expression de l'art et de la tradition architecturale du Maroc (par référence à l'architecture d'époque almohade, en particulier aux minarets comme la Koutoubiya de Marrakech, la Tour Hassan de Rabat, la Giralda de Séville), et comme un lieu qui conserve, au sens de musée, les savoir-faire « ancestraux » des corps de métier du pays (plusieurs milliers d'artisans ont travaillé à son décor). Outre l'*option* patrimoniale, ce monument est soumis à une nécessité d'ordre technique : c'est une œuvre légitimée par la somme des valeurs patrimoniales qu'elle condense (dynastiques, religieuses, artistiques, historiques, idéologiques...), mais aussi le produit de technologies et d'outils fonctionnalistes performants, propres à la modernité. De cette manière, la Mosquée bâtie sur la mer mettrait en dialectique valeurs héritées et techniques sophistiquées (l'usage du béton armé, le toit coulissant, un rayon laser orienté vers La Mecque...), susceptibles de représenter la synthèse de « l'identité culturelle marocaine ». Une fois acquise la dimension monumentale, la Mosquée « *permet à cet effet de déclencher un processus de rénovation du tissu urbain environnant (...), dont les retombées vont jaillir sur toute l'activité et l'Esthétique de (la) métropole...* »³⁷.
- 41 De fait, une vaste opération concernant l'ouverture d'une *voie royale* d'accès à la Mosquée a été entamée, comportant le réaménagement du quartier environnant et la démolition d'un secteur de 50 hectares, considéré comme insalubre et sur-densifié, où résident environ 100 000 habitants. Le glissement de l'ordre monumental et architectural à un ordre urbanistique (sous la forme de trois nouveaux projets³⁸) interagit directement avec l'héritage bâti ancien (les faubourgs de la médina extra-muros) ; d'autre part il intervient explicitement dans la reconfiguration de l'image urbaine et dans la reconversion symbolique de la centralité casablancaise.
- 42 C'est encore l'ordre de la *réhabilitation* esthétique (de la ville), contenu comme on l'a vu dans le vocabulaire de l'aménagement, et dans les discours qui mettent en dialectique « authenticité et modernité », qui en assurerait la légitimité patrimoniale. Une légitimité qui renvoie contradictoirement aux options du SDAU, d'où la Mosquée était absolument absente.

Les contradictions du consensus patrimonial

- 43 C'est ainsi que tout en étant focalisée sur des intérêts et des finalités posées sur des objets urbains séparés (l'Ancienne médina, le centre-ville, le quartier des *Habous*, la Grande Mosquée), la combinaison de discours, d'actions et d'intervenants donne à voir, par juxtaposition, une évidence patrimoniale de la cité tout entière. Il s'agit d'un processus qui aurait tendance à dépasser le cadre des lieux et des monuments concernés, pour investir symboliquement l'image de la ville. Mis à part la valeur esthétique attribuée à chaque élément, et surmontant la stigmatisation dont ils avaient pu être objet pendant certaines périodes, l'énonciation d'une valeur patrimoniale se voudrait en apparence déchargée de connotations idéologiques, sur le mode d'une « *sensibilité présente au patrimoine qui permet d'associer facilement certaines classes d'objets à certaines classes de signification* »³⁹. Une telle configuration donnerait schématiquement lieu aux correspondances élémentaires suivantes (Fig. 1) :
- 44 Ancienne Médina = Ville ancienne (cité musulmane) ;
- 45 Centre-ville colonial = Modernité urbaine et Architectures art déco ;
- 46 Quartier Habous / Nouvelle Médina = Idéal-type d'habitat communautaire (musulman) ;
- 47 Grande Mosquée = Monument sacré contemporain.
- 48 La somme de ces correspondances (Ville ancienne + Idéal type d'habitat communautaire + Modernité urbaine + Monument) donnerait finalement comme résultat : Casablanca = Ville patrimoniale.
- 49 Mais cette évidence, fruit manifeste d'une sensibilité patrimoniale du présent, comme on l'a vu, n'est que le produit d'une instabilité latente. Si la médina, le lieu de fondation et d'origine de la cité, a dû attendre presque cent ans pour être reconnue comme objet d'attention patrimoniale en surmontant, avec un apparent succès, une stigmatisation qui la vouait à la destruction au cours de ce siècle, à l'inverse, la Grande Mosquée, avant même son inauguration, a été marquée au sceau du patrimoine monumental.
- 50 Cependant, les objets que l'on retrouve aujourd'hui étalés sur la vitrine patrimoniale de la ville n'attestent ni de la même origine ni du même sens : bien distincts du point de vue des temporalités de leurs processus de mise en valeur, ils s'opposent, derrière l'apparente neutralité idéologique qui permet de les rassembler dans les enjeux d'une réconciliation patrimoniale. Comme l'affirme L. Sfez, « *la politique symbolique échange donc la mémoire mythologique contre des images diffusables. Ceci n'est possible que si un travail commun a fait coïncider les deux* »⁴⁰. S'agirait-il d'une espèce de consensus, qui fonde une vision et une identité urbaine aptes à stabiliser, à réconcilier l'histoire, les valeurs, les traditions, la modernité, l'Islam et l'Occident... dans le *pastiche* incantatoire d'une vague triomphante de la post-modernité ?
- 51 Le discours qui assoit ce consensus semblerait vouloir dissimuler – en forçant le trait – la confrontation pourtant manifeste entre, d'une part, un registre qui se réfère à un ordre fondé sur la cité ancienne (le modèle idéal et *cureté* de ville arabo-musulmane) et, de l'autre, l'utopie fonctionnelle de la ville du futur, transposée – au présent – dans l'épure du projet qui la donne à voir. Émanant d'un nouveau monument intentionnel (la Grande Mosquée), l'apparente clarté médiatique du dessin urbanistique actuel ne fait que se substituer par son ordre axé sur la rationalité hygiéniste à l'anarchie organique du tissu ancien préexistant (la médina extra-muros). Ainsi, ayant dérogé à sa dimension

dynamique, « au profit d'une fonction défensive [... le patrimoine] ne sert plus qu'à conserver l'image statique d'une identité »⁴¹. Pour autant, l'apparent consensus sur l'authenticité du patrimoine que l'on retrouve dans les discours sous-jacents aux choix de la politique urbaine, semble escamoter le présent, en essayant d'en évacuer les problèmes sociaux et d'en anesthésier les contraintes idéologiques et politiques.

NOTES

1.#notes#

Alain BOURDIN, « Sur quoi fonder les politiques du patrimoine urbain ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 72, 1996, p. 8.

2.Françoise CHOAY, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992. (le paragraphe « La figure mémoriale », p. 134-142).

3.Raffaele CATTEDRA, « Il paradosso orientalista. Mitologie e patrimonialità della "città arabo-islamica" », in : CASTI E., TURCO A. (eds), *Culture dell'Alterità. Il territorio africano e le sue rappresentazioni* Milan, Unicopli, p. 467-492.

4.Abdelmajid ARRIF, « Le paradoxe de la construction du fait patrimonial en situation coloniale. Le cas du Maroc », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 73-74, 1996, p. 153-166.

5.Préface de Marcel MONMARCHE, Directeur des Guides Bleus, à l'édition du *Guide Bleu du Maroc*, 1921 Paris, Hachette, p. VII-VIII.

6.Prosper RICARD, *Les merveilles de l'autre France. (Algérie, Tunisie, Maroc. Les pays, les monuments, les habitants)*, Paris, Hachette, 1924.

7.Sur ce thème : Mohammed NACIRI, « Le rôle de la citoyenneté dans l'évolution des villes arabo-islamiques », in M. NACIRI, A. RAYMOND (eds) *Sciences Sociales et Phénomènes urbains dans le Monde Arabe*, Casablanca, Fondation du Roi A. Al Saoud, p. 131-148 ; Françoise NAVEZ BOUCHANINE, « Citoyenneté et urbanité : le cas des villes marocaines », in M. LUSSAULT, P. SIGNOLES (eds), 1996, *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, p. 103-112.

8.André ADAM, Casablanca. *Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, 1968, Paris, CNRS, 2.T.

9.Cf. Mohammed DERMOUNI, Guy LEONARD, Casablanca. *La parole & la trace*, Casablanca, Afrique Orient, 1987.

10.A. ADAM, *op. cit.*

11.Sur les architectures des années 1910-60 : Jean-Louis COHEN et Monique ELEB, *Casablanca, Mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Ed. Hazan, 1998.

12.Notamment l'allocution du 14 janvier 1986 prononcée à Marrakech devant le corps des architectes.

13. Cette formulation s'inspire du titre de l'article de Lorenza MONDADA et Ola SÖDERSTRÖM, «_ Lorsque les objets sont instables_ : les faits culturels comme processus_», *Géographie et Culture*, n. 9, mars 1994.
14. G.B., 1921, p. 96.
15. G.B., 1954, p. 101.
16. G.B., 1966 p. 216.
17. G.B. 1987, p. 173.
18. G.B., 1996, p. 15.
19. G.B., 1996, pp. 290.
20. G.B., 1996, p. 287.
21. G.B., 1996, p. 293.
22. Cf. Michel LUSSAULT, «_Un monde parfait_ : des dimensions utopiques du projet urbanistique contemporain», in E. EVENO (ed.), *Utopies urbaines*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998, p. 150-176.
23. Sur ce point : Raffaele CATTEDRA, «_Nascita e primi sviluppi di una città coloniale_ : Casablanca 1907-1930_», *Storia Urbana*, n. 53, 1990, p. 127-179.
24. Henry PROST, «_Le plan de Casablanca_», *France-Maroc*, août 1917, p. 7-12. Cfr. : Raffaele CATTEDRA (avec la collaboration de Hisham BENNANI), «_L'invention patrimoniale de la médina de Casablanca_ : de la "ville indigène" au centre historique_», in J. DAKHLIA (textes rassemblés par), *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*, Paris, Sindbad, p. 322-355.
25. Michel ECOCHARD, *Casablanca. Le roman d'une ville*, Paris, Éditions de Paris, s.d. (1955), p. 16.
26. *Ibidemp.* 31.
27. M. COURTOIS, «_Casablanca_», *L'Architecture d'Aujourd'hui*, n° 3, 1945, p. 65.
28. Royaume du Maroc, Ministère de l'Intérieur, M. PINSEAU, *SDAU du Grand Casablanca*, 1984.
29. Il s'agirait d'entreprendre une opération «_délicate_» de «_dédensification_», comportant l'expropriation d'immeubles en vue de les revendre ou louer après leur remise en état, des subventions aux propriétaires et un traitement des espaces publics (SDAU, 1984, § 44.5).
30. L'expression est empruntée à M. LUSSAULT, «_Un monde parfait_», *op. cit.*, p. 158.
31. SDAU, 1984, 44.5.
32. Agence Urbaine de Casablanca, *Casablanca à l'horizon 2000*, 1989 (*Casa 2000*), p. 23.
33. Agence Urbaine de Casablanca, *Réhabilitation de l'Ancienne Médina*, décembre 1988, ronéo).
34. *Casa, 2000*, p. 23.
35. Agence Urbaine de Casablanca, *Grand Casablanca. Actions Majeures d'Aménagement Urbain*, s.d., après 1989, p. 12-13.
36. *Casa 2000*, *op. cit.*, p. 29.
37. Ministère de la Communication, *Mosquée Hassan II*, 1993, p. 27-28.
38. L'Avenue Royale, le Nouvelle Corniche et la Cité Nassim, localisée à la périphérie ouest de Casablanca en vue d'accueillir une partie des 20_000 ménages déplacés par cette opération.
39. Alain BOURDIN, *op. cit.*, p. 10.
40. Lucien SFEZ, *La politique symbolique*, Paris, PUF, 1993, p. 432.

41.F. CHOAY, *op. cit.*, p. 181.

RÉSUMÉS

A travers l'étude de deux corpus (guides de voyage et documents d'urbanisme), il s'agit de montrer d'une part comment la dimension patrimoniale s'affirme dans une ville moderne et « sans histoire » (à la différence des cités impériales du Maroc) ; et d'autre part de saisir l'instabilité temporelle des objets urbains et les contradictions inhérentes aux discours et interventions de ce que nous nommons l'aménagement du patrimoine. Quatre lieux de Casablanca sont en passe aujourd'hui d'attribuer à la ville tout entière une aura patrimoniale : l'ancienne médina (le noyau historique), le quartier « traditionnel » néo-colonial des Habous ou Nouvelle médina (bâti entre les années 1920-40, exemple présumé d'urbanité musulmane) ; le centre-ville d'origine coloniale d'architecture art déco et moderne ; enfin la Grande Mosquée Hassan II, monument contemporain, susceptible de constituer le référent symbolique de la requalification musulmane d'une ville conçue comme « profane », et en même temps élément déclencheur d'un projet de réhabilitation du centre-ville.

The study of two corpuses (travel guides and urbanistic documents) will show us how, unlike the imperial cities of Morocco, a modern and ordinary town can rise to patrimonial prominence, and make us realize to what extent urbanistic objects are unstable and into what contradictions the language and actions of what we term patrimonial development may lead us. Four places in today's Casablanca are poised to grant the entire town a patrimonial glamour: the old medina (the historic core), the Habous' neo-colonial district or new medina (built between the 1920's and 1940's and a supposed example of muslim urbanity); the original art deco colonial center; and finally the Hassan II Great Mosque, a contemporary monument that may become the element for restoring to islamic favor a town meant to be "secular" in the first place and the triggering factor for the rehabilitation of the city centre.

INDEX

Mots-clés : aménagement, identité, patrimoine, ville

Index géographique : Méditerranée

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

RAFFAELE CATTEDRA

À la parution de l'article en 2003, Raffaele Cattedra est géographe à l'Université Paul Valéry, Montpellier.